

Le Saint-Siège exige des garanties internationales pour Jérusalem

01/03/2019 | Delphine Allaire

Lors d'un débat public sur le Moyen-Orient au siège new-yorkais des Nations-Unies, Mgr Bernardito Auza, observateur permanent du Saint-Siège à l'ONU, a livré ses craintes de voir le conflit israélo-palestinien, pour l'heure territorial et politique, muter en un conflit religieux et identitaire.

À l'initiative de la République dominicaine, l'échange a permis de préciser les contours de la position du Saint-Siège sur la question israélo-palestinienne et le statut de Jérusalem, mardi 22 janvier 2019.

Une terre précieuse déchirée depuis 70 ans

«La paix fragile entre Israël et la Palestine est constamment menacée par une rhétorique préjudiciable, des provocations et attaques, des violations des droits de l'homme et des actions unilatérales entravant les efforts de résolution, causant des souffrances indicibles et la mort de civils innocents et sans défense». L'archevêque et nonce apostolique philippin est entré dans le vif du sujet devant les représentants permanents de différents pays auprès de l'ONU.

Mgr Auza a appelé *«avec ferveur»* les autorités israéliennes et palestiniennes *«à reprendre le dialogue et à entreprendre un voyage de paix»* qui puisse mettre fin à un conflit qui, depuis plus de soixante-dix ans, *«déchire une terre abritant non seulement deux peuples»* mais aussi *«un foyer spirituel pour les trois religions monothéistes du judaïsme, du christianisme et de l'islam»*, et relevant d'*«une grande importance historique et culturelle pour le monde entier»*.

Respecter le statut international de Jérusalem

Dans ce contexte, le diplomate du Saint-Siège a exigé *«des garanties internationales»* concernant la ville trois fois sainte de Jérusalem, telle que le recommandait la résolution 181 adoptée par l'Assemblée générale en 1947.

Cette résolution entérinait un *«Plan de partage avec union économique»*, prévoyant la fin du mandat britannique, la création des États arabe et juif au 1^{er} octobre 1948, la division de la Palestine en huit parties -trois juives, trois arabes, et la septième, représentée par la ville de Jaffa, devant devenir une enclave arabe à l'intérieur du territoire juif-; tout en incluant, enfin, l'administration du régime international de Jérusalem par le Conseil de tutelle de l'ONU.

Le 14 mai dernier, jour-anniversaire de la création de l'État hébreu, l'ambassade américaine se transférait de Tel-Aviv à Jérusalem sur décision unilatérale du président Donald Trump et dans la réprobation générale.

Washington reconnaissait *de facto* Jérusalem comme capitale d'Israël, suscitant l'inquiétude du Saint-Siège et des Églises chrétiennes de la ville. Ces dernières avaient demandé au président américain de respecter le statut de la Ville Sainte, *«sous peine de conséquences désastreuses»*, et rappelant que toute revendication exclusive sur Jérusalem allait à l'encontre même de sa

vocation et de son appel.

«En finir avec la paix illusoire»

«Malgré l'importance fondamentale des lieux saints, le risque de transformer ce qui est un conflit territorial et politique, en un conflit sur la religion et l'identité, existe», alerte 70 ans plus tard l'observateur du Saint-Siège. «Cela doit être évité pour ne pas compromettre davantage la recherche d'une solution politique si nécessaire», a-t-il ainsi renchéri, appelant les responsables politiques à user «sagement de leur autorité», et à engager «un dialogue pour une paix durable», au lieu de maintenir «une paix illusoire», qui ne serait, selon lui, qu'un équilibre entre le pouvoir et la peur.

Le théâtre palestinien

Il s'agit donc de dépasser cette ère de la méfiance, enracinée dans la peur de l'autre et dans l'inquiétude pour sa sécurité personnelle, afin de produire un projet politique empreint *«de responsabilité mutuelle et d'interdépendance des êtres humains»*, a-t-il ensuite plaidé, avant d'attirer l'attention sur la situation humanitaire à Gaza.

La bande de Gaza a été le théâtre pendant des mois en 2018 d'une mobilisation appelée la *«Grande marche du retour»*, et de plusieurs regains de violence entre groupes armés palestiniens et armée israélienne.

Depuis le début de cette mobilisation en mars 2018, au moins 244 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens, la grande majorité lors de manifestations et de heurts le long de la frontière, mais aussi un certain nombre dans des frappes de chars ou de l'aviation israélienne. Deux soldats israéliens ont été tués depuis cette date.

L'humanitaire avant le politique

Israël et le Hamas ont conclu en novembre un cessez-le-feu par l'entremise de leur voisin égyptien. Les tensions demeurent aujourd'hui, en particulier du fait du retard pris par le versement d'une aide du Qatar.

«L'assistance aux personnes les plus démunies doit toujours dépasser les considérations politiques, et l'aide aux réfugiés de Palestine doit pouvoir se poursuivre sans entraves, tant que la situation reste non résolue», a répondu Mgr Auza à ce sujet.

«Le défi de la bonne politique»

Dans ses vœux au Corps diplomatique pour l'année 2019, le Pape François exprimait, lui, à nouveau son espoir de voir le dialogue entre Israéliens et Palestiniens reprendre, afin qu'un accord puisse enfin être conclu en vue d'atteindre la coexistence.

Outre ces vœux pontificaux de janvier, le diplomate philippin en poste à New-York depuis 2014, a aussi cité un extrait du message de François pour la Journée mondiale de la paix de 2019. Dans ce texte portant sur *«la bonne politique au service de la paix»*, le Souverain pontife argentin, inspiré par le poète français Charles Péguy, comparait finement la paix à *«une fleur délicate qui s'efforce de s'épanouir au milieu des pierres de la violence»*.

Source : [Vatican News](#).